

APPEL A PROJETS

Financé par le

Fonds Européen de Développement Régional _ (FEDER)

Programmation 2021-2027

Fonds européen Concerné	Fonds Européen de Développement régional (FEDER)
Titre de l'appel à projets	RESTORE MAYOTTE
Numéro de Référence	Priorité 2 X – AAP2025 _ RESTORE : Reconstruction de Mayotte après les catastrophes naturelles : Cyclones CHIDO et DIKELEDI
Montant de l'enveloppe FEDER Allouée	10M €
Cout du projet minimum éligible	100 000 €
Montant maximum FEDER éligible	2M €
Date de lancement de l'appel à projets	11/04/2025 à 08h00
Date de fin de l'appel à projets	30/11 /2025 à 17h00 Avec deux relèves intermédiaires (30/05/2025, 20/08/2025)

I. CONTEXTE DE L'APPEL A PROJET

1. Les orientations stratégiques

Le cyclone Chido survenu en décembre 2024, a exposé la vulnérabilité de Mayotte face aux catastrophes naturelles. Ce phénomène a causé des destructions importantes, affectant les infrastructures, l'économie locale et la vie quotidienne des habitants. Le tempête tropicale Dikeledi a aggravé cette situation en janvier 2025. L'Union Européenne a activé le règlement RESTORE pour soutenir les régions touchées par de telles catastrophes, avec une attention particulière pour la reconstruction et la résilience face aux risques futurs.

Qu'est-ce que le règlement RESTORE ? Le règlement RESTORE est un instrument financier européen qui permet d'activer des fonds par réorientation et redéploiement pour les régions touchées par des catastrophes naturelles ou des crises sanitaires majeures. Il vise à soutenir la reconstruction, la relance économique et la prévention des risques futurs.

Application du règlement RESTORE à Mayotte depuis le 15 décembre 2024 : Le passage du cyclone Chido a mis en évidence la vulnérabilité de Mayotte face aux catastrophes naturelles. Le règlement RESTORE offre ainsi une opportunité unique pour soutenir la reconstruction de l'île et renforcer sa résilience. Pour Mayotte, ce règlement offre la possibilité de réorienter une partie des fonds alloués dans le cadre du Programme Opérationnel (PO) FEDER 2021-2027 vers des actions de reconstruction et de soutien post-catastrophe.

Les principaux aspects du règlement RESTORE applicables à Mayotte : Flexibilité des fonds FEDER : Le règlement RESTORE permet de réorienter une partie des fonds FEDER initialement programmés vers des actions de reconstruction et de relance.

Priorité aux projets de reconstruction et de prévention : Les projets financés dans le cadre de RESTORE doivent contribuer à la reconstruction des infrastructures endommagées, à la relance de l'activité économique et à la prévention des risques futurs.

Objectifs et priorités :

- L'objectif principal de cet AAP est de soutenir la reconstruction et le renforcement de la résilience de Mayotte face aux catastrophes naturelles, en particulier les cyclones, dans le cadre du règlement RESTORE ; en renforçant la résilience et en accélérant la reconstruction des infrastructures endommagées, tout en améliorant la préparation et la réponse aux catastrophes futures.

Les aspects réglementaires

Règlement (UE) n°2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile et migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

- Régime cadre exempté de notification N° SA 103603 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2022-2027 ;
- Règlement (UE) N°2020/972 de la Commission du 2 Juillet 2020 en ce qui concerne sa prolongation de l'application des articles 107 et 108 du traité de fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- À défaut, tout régime d'aide, règlement ou programme européen en vigueur ou adapté par l'Union Européenne durant le programme opérationnel pouvant être mobilisé.
- Le respect des règles relatives à la passation des marchés, aux recettes, aux apports en nature, à la publicité européenne et aux aides d'État.
- Le règlement RESTORE de la Commission européenne, intitulé "Soutien régional d'urgence à la reconstruction", visant à renforcer la flexibilité des fonds européens en cas de catastrophes naturelles. Il modifie les règlements (UE) 2021/1058 (Fonds européen de développement régional - FEDER) et (UE) 2021/1057 (Fonds social européen - FSE+) pour faciliter la mobilisation rapide de financements destinés à la prévention, à la réparation et à la reconstruction après de tels événements.

II. CADRE D'INTERVENTION DE L'APPEL À PROJET

1. Territoire éligible :

Pour être éligible, le projet devra être entièrement développé et exploité sur le territoire de Mayotte.

2. Bénéficiaires éligibles :

Les entreprises immatriculées au répertoire national des entreprises (hors SCI).

3. Types de projets éligibles :

Les secteurs éligibles sont :

- Le tourisme (hôtellerie plus de 15 chambres)
- L'industrie
- Les médias.

4. Éligibilité temporelle

Sont éligibles les opérations qui couvrent des dépenses à compter du 15 décembre 2024 jusqu'au 31/12/2027 et qui ont subis les dégâts causés par les cyclones Chido et Dikeledi, les projets qui ne sont pas matériellement achevés ou totalement mis en œuvre à la date de dépôt du dossier de demande d'aide présenté par le bénéficiaire au GIPEAM.

5. Assiette éligible

Les entités doivent démontrer une capacité financière suffisante pour assurer le financement du projet présenté, dans le cadre d'un plan de financement incluant l'aide demandée au titre de l'action ainsi que les éventuels levés de fonds ou financements bancaires complémentaires.

Elles doivent en outre démontrer, à terme, une autonomie financière vis-à-vis du soutien public.

Coûts admissibles :

Seules sont éligibles les dépenses strictement nécessaires à la réalisation des projets, en fonction de la typologie du projet, et qui auront été prévues lors de la demande de financement.

Peuvent être retenus :

- Les travaux de reconstruction,
- Les actions de prévention, de réparation,
- Études et prestations immatérielles,
- Etudes couvrant les dépenses des AMO,
- Les investissements en actifs corporels et incorporels :
 - Les actifs corporels sont, les bâtiments, les machines et les équipements,

- Les actifs incorporels sont les actifs n'ayant aucune forme physique ni financière tels que les brevets, les licences, le savoir-faire ou d'autres types de propriété intellectuelle,
- Les actions de communication et de sensibilisation,
- Frais indirects affectables au projet.

Les actions menées seront toutes soumises au principe du pollueur payeur : principe juridique et économique régie par l'article L. 110-1 du Code de l'environnement, qui indique que « les frais résultants des mesures de prévention, de réduction de la pollution et de lutte contre celle-ci sont supportés par le pollueur ».

Maintien des emplois et des investissements

Après son achèvement, l'investissement est maintenu dans la zone bénéficiaire pendant un minimum de cinq ans. Cette condition n'empêche pas le remplacement d'une installation ou d'un équipement devenus obsolètes ou endommagés, pour autant que l'activité économique soit maintenue dans la zone considérée pendant la période minimale susmentionnée. De plus amples informations concernant la pérennité des opérations sont disponibles au sein de l'article 57 du Règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088.

6. Indicateurs

Le programme opérationnel FEDER 2021_2027 impose le suivi des réalisations et des résultats des actions prévues dans les projets pour s'assurer de la cohérence de mise en œuvre du programme et que cela répond aux exigences de la Commission européenne en termes de qualité et de fiabilité.

Les indicateurs font l'objet d'une instruction au même titre que l'ensemble du projet : Lors de l'instruction de la demande avant de proposer l'opération à la programmation, les instructeurs valident les valeurs prévisionnelles des indicateurs de réalisation retenues. Les instructeurs vérifient également la bonne adéquation du choix des indicateurs retenus pour l'opération avec l'action concernée.

- Lors de la demande de solde de l'opération, les instructeurs valident les valeurs des indicateurs de réalisation retenues à la fin de l'exécution physique et financière du projet.

Dans le cadre de votre projet, le tableau des indicateurs sera à remplir sur la base des informations ci-dessous :

Indicateurs de résultats

Objectif spécifique	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence	Année de référence	Valeur cible (2026)
Entreprises bénéficiant d'un soutien (dont micro, petites, moyennes, grandes).	RC001	Nombre d'entreprises soutenues par le biais d'une subvention ou par tout autre forme de soutien	Entreprise	0,00	2025	10

Indicateurs de réalisations

Objectif spécifique	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de base ou de référence (2025)	Valeur cible (2026)
Entreprises à chiffre d'affaires plus élevé	RCR19	Entreprises dont le chiffre d'affaires annuel de l'exercice suivant l'année d'achèvement du projet est plus élevé que celui de l'année 2025 suivant immédiatement le cyclone.	Entreprises	0.00	8

7. Taux de soutien public

Le taux d'intervention sur cet appel à projets est de 70 % maximum d'aide FEDER, et, le cas échéant, le taux plafond de cumul d'aides publiques fixé par la réglementation des aides d'Etat.

Le seuil minimum d'éligibilité des projets est de 100 000 € HT (coût total éligible).

Le montant FEDER est plafonné à maximum de 2.000.000€ par projet.

Le taux d'intervention FEDER : 70%.

8 Principe d'éco-conditionnalisé

Dans le respect des articles 9 et 73 du RPDC- Règlement portant dispositions communes- et afin de sélectionner des projets respectueux de l'environnement, la Commission Européenne demande que soit évalué les incidences environnementales des projets d'investissements de l'appel à projets.

Lors de l'instruction du dossier, le maître d'ouvrage doit répondre à un certain nombre de critères dit d'éco-conditionnalité qui concerne l'environnement.

La présente clause d'éco-conditionnalité vise à garantir que les projets financés dans le cadre de l'appel à projets FEDER RESTORE à Mayotte contribuent à la transition écologique de l'île et à la préservation de ses ressources naturelles. Elle a pour objectif d'inciter les entreprises candidates à intégrer les principes du développement durable dans leurs activités et à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement.

Engagements des entreprises :

Les entreprises candidates s'engagent à respecter les critères d'éco-conditionnalité suivants :

2.1. Gestion des déchets :

- Réduction à la source : Mettre en œuvre des actions de réduction des déchets à la source, en privilégiant les produits réutilisables, en limitant les emballages et en favorisant le compostage des déchets organiques.
- Tri et valorisation : Mettre en place un système de tri sélectif des déchets et assurer leur valorisation par le recyclage ou la réutilisation.
- Traitement des déchets : Assurer le traitement des déchets non valorisables dans des installations agréées et respectueuses de l'environnement.

2.2. Préservation de la biodiversité :

- Protection des espèces et des habitats : Prendre en compte la présence d'espèces protégées et d'habitats sensibles dans la conception et la mise en œuvre du projet, en évitant toute atteinte à la biodiversité.
- Lutte contre les espèces invasives : Mettre en place des mesures de prévention et de lutte contre les espèces exotiques envahissantes.
- Promotion de la biodiversité : Intégrer des aménagements favorisant la biodiversité dans la conception du projet (plantation d'espèces locales, création d'abris pour la faune, etc.).

2.3. Protection des ressources naturelles :

- Gestion de l'eau : Mettre en place des mesures d'économie d'eau et de préservation de la ressource en eau (récupération des eaux de pluie, utilisation de systèmes d'irrigation économes, etc.).
- Efficacité énergétique : Adopter des solutions d'efficacité énergétique pour réduire la consommation d'énergie du projet (isolation des bâtiments, utilisation d'équipements performants, recours aux énergies renouvelables, etc.).
- Protection des sols : Préserver la qualité des sols et limiter l'érosion en utilisant des techniques culturales adaptées et en évitant l'utilisation de produits phytosanitaires nocifs.

2.4. Sensibilisation et communication :

- Sensibilisation des employés : Sensibiliser les employés aux enjeux du développement durable et aux bonnes pratiques environnementales.
 - Communication : Communiquer sur les actions mises en œuvre en matière de développement durable et promouvoir les bonnes pratiques auprès des clients et des partenaires.

Contrôle et suivi

Le respect des critères d'éco-conditionnalité sera vérifié lors de l'instruction des dossiers de candidature et fera l'objet d'un suivi tout au long de la réalisation du projet. Les entreprises bénéficiaires s'engagent à fournir les informations nécessaires au suivi de leurs actions en matière de développement durable.

Sanctions

En cas de non-respect des engagements pris en matière d'éco-conditionnalité, les autorités de gestion du FEDER se réservent le droit de prendre des sanctions, pouvant aller jusqu'à la suspension ou au retrait du financement.

II. CONTENU DU DOSSIER

- Le formulaire de demande de subvention FEDER qui inclut à minima les informations suivantes : le descriptif exhaustif des actions proposées. Celles-ci devront démontrer leur capacité à répondre aux objectifs décrits précédemment, un calendrier prévisionnel d'exécution, indiquer sommairement si le projet respecte les objectifs du PO, lorsqu'ils sont pertinents au regard de l'action projetée, le respect des principes horizontaux.
- Une note ou étude portant sur la **faisabilité** technique et économique.
- La *liste des partenaires éventuels* mobilisés accompagnée de la description du rôle de chacun (si applicable)
- Le Plan de financement du projet, respectant le taux maximum d'intervention du FEDER et, le cas échéant, le taux plafond de cumul d'aides publiques fixé par la réglementation des aides d'État. Les dépenses externalisées seront justifiées par des devis de prestataires ou fournisseurs datant de moins de six mois.)
- Le tableau des indicateurs (voir ci-dessus) renseigné
- L'attestation sur l'honneur en matière de respect des principes horizontaux (annexe 1)
- La liste des pièces à joindre complétée.

IV. LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE

1. Calendrier indicatif de mise en œuvre de l'appel à projet

Ouverture de l'appel à projets, publication sur le site "www.europe-a-mayotte.fr"	- 11/04/25
Clôture de l'appel à projets / les dossiers doivent être remis au plus tard le	- 30/05/25 - 20/08/25 - 30/11/25
Comité de sélection	- Courant juin 2025 - Courant septembre 2025 - Courant décembre 2025
Information au porteur de projets du résultat de la commission	- Courant juillet 2025 - Courant octobre 2025 - Début janvier 2026

(2) Conditions de recevabilité des projets

- Complétude du dossier ;
- Plan de financement respectant le taux maximum d'intervention du FEDER et, le cas échéant, le taux plafond de cumul de toutes les aides publiques quelle que soit leur source, sur la même assiette, relevant de la réglementation des aides d'État (aide fiscale à l'investissement, défiscalisation, garantie d'emprunt « ESB » et de tous autres dispositifs de soutien financier considéré comme une aide) ;
- Pour les projets de reconstruction :
 - Coût maximum de l'opération inférieur ou égal à 2 000 000 € HT de dépenses éligibles ;
 - Coût minimum de l'opération : 100 000 euros HT ;
 - Le taux d'intervention FEDER : 70%.

■ *(3) Modalités de dépôt des candidatures*

- Les dossiers sont déposés, sous forme numérique par mail à l'adresse [l.animation@europe-a- mayotte.yt](mailto:l.animation@europe-a-mayotte.yt) en précisant dans l'objet du mail "réponse à l'Appel à Projets AAP 2025- ..."
- Une attestation de dépôt sera envoyée au soumissionnaire par le GIP Europe à Mayotte.
- Les dossiers présentés hors délais ne seront pas pris en compte au titre du présent appel à projets.

(4) Procédure de sélection des dossiers

Une attestation de dépôt sera envoyée au soumissionnaire par le GIP Europe à Mayotte.

- En conformité avec les règles du FEDER, l'autorité de gestion met en place une procédure de sélection afin de retenir les dossiers qui répondent le mieux aux attentes de l'appel à projets, dans la mesure de l'enveloppe disponible. Cette procédure se décline de la manière suivante :
- Sélection par le GIP Europe à Mayotte ;
- Éligibilité à l'égard de l'appel à projets ;
- Vérification de la recevabilité du projet au regard des critères définis au point 5 méthode et critères de sélection du présent appel à projet ;
- Classement par un comité de sélection sur la base de la grille de critères de sélection.

Un comité de sélection, co-présidé par le représentant de l'autorité de gestion des fonds Européens et par le Conseil départemental et composé d'experts de l'environnement, du développement économique ainsi que de la gestion des fonds européens procédera à l'examen des dossiers.

Ce comité de-sélection a pour mission de noter et classer les candidatures reçues dans le cadre de l'appel à projets et de se prononcer sur la pré-sélection des dossiers selon les critères notés ci-dessous.

Un dossier sélectionné dans le cadre du présent appel à projets ne garantit en rien de son acceptation finale à l'issue de l'instruction par le GIPEAM, la décision finale appartenant au comité de programmation.

(5) Méthode et critères de sélection des projets

Les critères de sélection s'articulent en 5 blocs ci-dessous précisés.

1. **Critères relatifs à la contribution du projet aux objectifs stratégiques du Programme opérationnel 2021 – 2027 et du règlement RESTORE**

Le projet financé doit contribuer à l'atteinte des résultats attendus par le programme opérationnel 2021-2027 mis en place par les institutions européennes. Le projet doit également obligatoirement intégrer, lorsque cela est pertinent, les principes dits « horizontaux » (développement durable, égalité femmes/hommes, égalité des chances et non-discrimination). Le projet doit répondre au règlement RESTORE.

2. **Critères relatifs au principe d'éco-conditionnalité**

Cet indicateur doit être renseigné en disant si le dossier a rempli les critères d'éco-conditionnalité :

- en partie (en précisant lesquels)
- en totalité
- aucunement
- ou s'il a été au-delà des critères énoncés en mettant en œuvre des conditions encore plus exigeantes

3. **Critères relatifs aux principes horizontaux**

La Stratégie UE 2021/2027 vise « une Europe plus intelligente, plus verte, plus connectée, plus sociale et plus proche des citoyens ». Sa mise en œuvre est fondée sur les principes horizontaux définis par le Traité sur l'Union européenne du 26/10/2012 notamment l'égalité

des genres, l'égalité femmes-hommes, la non-discrimination et l'égalité des chances et le développement durable.

Pour pouvoir être soutenu par les programmes européens, votre projet doit concourir à l'atteinte de ces principes, de façon :

- directe : il s'agit de l'objet même de votre projet ou de l'un de ses objets,
- indirecte : Il ne s'agit pas du cœur de votre projet, mais son contexte général et/ou votre structure (votre organisation interne) y concour(en)t.

4. **Critères liés à la qualité technique du projet**

Ces critères sont déclinés à partir des principes de sélection figurant dans la grille de sélection.

5. **Capacité du porteur à faire émerger le projet dans les temps et conformément aux objectifs fixés**

Ces critères visent à évaluer la capacité du porteur à réaliser l'opération dans les délais impartis de l'appel à projet. Le projet sélectionné doit permettre la consommation des fonds alloués avant la fin du programme d'aide.

La méthode suivante sera utilisée pour noter les projets et sélectionner les dossiers.

Il sera attribué au projet 0, 1 ou 2 points pour chacun des sous-critères des 5 blocs de critères de sélection :

- 2 points si le projet répond directement au sous-critère de sélection,
- 1 point si le projet y répond indirectement,
- 0 point s'il n'y répond pas du tout.

Un coefficient de pondération est attribué à chaque bloc de critères de sélection de façon à calculer une note finale.

Les projets pouvant prétendre à un soutien financier sont ceux ayant obtenu un score global d'au moins 10 sur un total de 20 points.

Critères de sélection		Points attribués (0, 1 ou 2)	Coefficient	Note (point * coef)
Critères relatifs à la contribution du projet aux objectifs de l'appel à projet.	Mettre en place les infrastructures et services nécessaires à la reconstruction du territoire		3	
	Impact sur la résilience (capacité à reconstruire les infrastructures touchées et son impact dans la réduction de la vulnérabilité face aux catastrophes futures.)			
	Respect des indicateurs de résultats et de réalisation du PO <ul style="list-style-type: none"> • en partie (1 point) • en totalité (2 points) • aucunement (0 point) 			
	Diminution des consommations d'énergie primaire		2	

Critères d'éco-conditionnalité	<ul style="list-style-type: none"> • en partie • en totalité • aucunement • au-delà des critères énoncés 			
	Préservation des habitats remarquables <ul style="list-style-type: none"> • en partie • en totalité • aucunement • au-delà des critères énoncés 			
	Préservation des paysages <ul style="list-style-type: none"> • en partie • en totalité • aucunement • au-delà des critères énoncés 			
	Utilisation de matériaux recyclés ou renouvelables <ul style="list-style-type: none"> • en partie • en totalité • aucunement • au-delà des critères énoncés 			
Critères relatifs aux principes horizontaux	Principe développement durable <ul style="list-style-type: none"> • Non pertinent • Faible • Moyen • Fort 		2	
	Principe Egalité Homme- Femme			

Critères liés à la qualité technique du projet	<ul style="list-style-type: none">• Non pertinent• Faible• Moyen• Fort		2	
	Principe non-discrimination et égalité des chances <ul style="list-style-type: none">• Non pertinent• Faible• Moyen• Fort			
	Projet innovant			
	Projet intervenant dans les domaines de la stratégie régionale			
	Projet d'investissements répondant à l'objectif de répartition de l'activité sur le territoire.			
Capacité du porteur à faire émerger le projet dans les temps et conformément aux objectifs fixés.	Capacité financière du porteur de projet de projet (solvabilité, indépendance financière, capacité, d'autofinancement, capacité à préfinancer l'action)		3	
	Existence d'une comptabilité analytique ou, à défaut, une comptabilité séparée : oui / engagement à la mettre en place			
	Moyens humains et outils dédiés à la gestion du dossier par le porteur de projet			
	Maturité du projet (maîtrise foncière, devis stabilisés)			
Note finale				
Note rapportée sur 20				

V. LA VIE DU PROJET

Après le Comité de sélection,

Les dossiers sélectionnés devront être saisis sur la plateforme numérique "synergie". Le lien vers la plateforme est transmis en même temps que la notification de l'avis positif du Comité de Sélection et toutes explications utiles pour la saisie du dossier.

Les dossiers feront alors l'objet d'une procédure d'instruction qui a pour objectif de s'assurer de la complétude du dossier et qui pourra donner lieu à des demandes de pièces complémentaires de la part du **service instructeur**. A l'issue de cette phase d'instruction, le dossier est présenté en **comité régional de programmation (CRP)**. Dans le cas d'un avis favorable du CRP, une convention attributive d'aide FEDER est proposée au porteur de projet.

Contacts

Dépôts des dossiers :

par mail : l.animation@europe-a-mayotte.yt

Pour tout renseignement sur cet appel à projets : [: l.animation@europe-a-mayotte.yt](mailto:l.animation@europe-a-mayotte.yt)

ANNEXE 1

ATTESTATION SUR L'HONNEUR EN MATIÈRE DES PRINCIPES HORIZONTAUX

Je soussigné(e) _____, en qualité du signataire et représentant légal (ou signataire avec délégation du représentant légal) déclare respecter les critères en matière de principes d'horizontaux et d'éco-conditionnalité suivants :

1. Réduction de l'empreinte environnementale :

- Vous engagez-vous à mettre en œuvre de démarches relatives à l'efficacité énergétique ?

D Oui

D Non

- Vous engagez-vous à réaliser un Audit énergétique ?

D Oui

D Non

- Dans le cas d'une construction ou d'une rénovation de bâtiments et / ou d'équipements : vous engagez-vous à rechercher des solutions utilisant les énergies renouvelables dès la phase de faisabilité ?

D Oui

D Non

2. Conditions de travail :

- Vous engagez-vous à former vos salariés sur les conditions de travail ?

D Oui

D Non

- Vous engagez-vous à respecter les dispositions du code du travail et plus largement des exigences en matière sociale et éthique afin de lutter contre le travail illégal ?

D Oui

D Non

3. Lutte contre les discriminations :

- Attestez-vous ne pas faire l'objet d'un litige à la suite d'une saisine du défenseur des droits ?

D Oui

D Non

- Vous engagez-vous à mettre en place des mesures liées à la lutte contre les discriminations ?

D Oui

D Non

Fait à _____, le

Cachet et signature du demandeur (représentant légal ou délégué) Fonction du signataire : _____